

Helmut Kohl, Je voulais l'unité de l'Allemagne

Légende: Dans ses mémoires, Helmut Kohl, ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne (RFA), évoque les dernières tentatives des communistes pour rester au pouvoir en République démocratique allemande (RDA).

Source: KOHL, Helmut. Je voulais l'unité de l'Allemagne, Présenté par Kai Diekmann et Ralf Georg Reuth. Paris: De Fallois, 1997. 409 p. ISBN 2-87706-305-4. p. 204-207.

Copyright: (c) De Fallois

URL: http://www.cvce.eu/obj/helmut_kohl_je_voulais_l_unite_de_l_allemande-fr-6ee0139f-d606-4bd0-a4d2-c61ef2ba827d.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Helmut Kohl, *Je voulais l'unité de l'Allemagne*

[...]

Pendant ce temps, le parti de gouvernement de la RDA, le SED/SPD, se présentait, ainsi qu'à l'apogée de l'ère Honecker, comme « résolument antifasciste ». C'était manifestement une tentative destinée à conserver à la languissante RDA un reste de raison d'État et à justifier ainsi son existence sur le plan national et international. Le fait que, peu avant la fin de l'année, des inconnus aient tracé des graffiti d'extrême droite sur le mémorial soviétique de Treptow, pourtant très surveillé tombait à point. En conséquence, le SED/SPD appela ses partisans à une « grande manifestation contre le néo-fascisme et l'anti-soviétisme ». Plus de deux cent mille personnes parcoururent les rues de Berlin-Est avec, en tête du cortège, Gerlach, le président du Conseil d'État, Fischer, le ministre des Affaires étrangères, Krack, le maire de Berlin-Est, ainsi que Viatcheslav Kotchemassov, l'ambassadeur soviétique en RDA. À Moscou, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Guerassimov, déclara publiquement que c'étaient « les forces néo-nazies de Berlin-Ouest » qui étaient responsables de cet acte de vandalisme.

Les dirigeants de RDA prétendirent accélérer les rénovations démocratiques aussi résolument qu'ils s'étaient montrés antifascistes sous la direction de Modrow. De nombreux cadres, dont les noms étaient liés à l'ancienne époque, furent exclus de la Chambre du peuple, dont d'anciens membres du bureau politique: Werner Eberlein, Werner Jarowinski, Heinz Kessler, Gerhard Schürer, Günter Schabowski et Egon Krenz. Eux et le secrétaire général par intérim furent bientôt également chassés du parti. D'autres, tels l'ancien président de la Chambre du peuple, Horst Sindermann, ou l'ex-ministre de la Défense, Kessler, furent arrêtés. Mais il était bien évident qu'il ne s'agissait là que de manœuvres cousues de fil blanc qui ne visaient qu'à consolider le pouvoir amoindri d'un parti chancelant.

Comme le montrent leurs tentatives, Modrow et ses partisans voulaient donner à la Stasi un nouvel habillage démocratique, mais non renoncer totalement à son rôle de « bouclier et d'épée du parti ». La « Table ronde », constituée en décembre pour regrouper les forces réformistes, qui en avait pris conscience, appela le 8 janvier à la résistance contre la « politique de restauration et son appareil de sécurité ». Mais la « Table ronde » manqua elle aussi d'échouer dans cette lutte pour le contrôle de la Sécurité nationale, nom que portait désormais le ministère de la Stasi.

« En tenant de sauver la Stasi, Modrow se rendait à lui-même un bien mauvais service, résume Kohl. C'était précisément au moment où beaucoup de nos compatriotes de RDA étaient pour ainsi dire assis sur leurs malles, prêts à quitter le pays, qu'il envisageait de rendre vie à la Stasi, ce qui devait, bien sûr, entraîner des conséquences catastrophiques. Cela fit l'effet d'un coup de gel au printemps. Le climat changea de manière dramatique. De l'optimisme qui s'amorçait, on passa au pessimisme et à l'amertume. Je suis sûr que le climat en RDA ne se serait pas détérioré à ce point s'il n'y avait pas eu ces funestes tentatives. Cela n'entretenait pas seulement les doutes que nourrissait de toute façon la population de RDA à l'égard des intentions réformatrices de Modrow, mais aussi ses craintes que tout puisse recommencer comme avant. Je le lisais dans les nombreuses lettres que je recevais ou l'entendais de la bouche de visiteurs de RDA avec lesquels j'eus des discussions à la Chancellerie ou à ma maison d'Oggersheim », se rappelle le Chancelier. Pendant ces jours-là, il invita expressément les dirigeants de RDA à poursuivre, sans manœuvre de diversion et sans entraves, le processus de démocratisation dans le but d'organiser des élections libres.

Ce n'est qu'après « l'attaque contre la Normanenstrasse », le 15 janvier, qui fut la dernière grande manœuvre de désinformation de la Stasi, que Modrow réussit à contenir le débat sur la Stasi. On eut l'impression que ce service se trouvait à présent sous le contrôle des forces réformatrices. Mais en réalité, les manifestants, entrés par les portes qui avaient été ouvertes de l'intérieur, avaient été dirigés vers l'aile réservée à l'économie de l'immense ensemble de bâtiments où ils s'étaient bornés à retourner des papiers dénués d'importance. Kohl commençait manifestement à avoir des soupçons lorsqu'il déclara le lendemain, à la séance du groupe parlementaire de la CDU/CSU à Bonn, que personne ne savait comment avaient pu être prises les photos de l'occupation du siège de la Stasi. C'était dans le bâtiment en question que travaillaient les agents chargés de la provocation et de la désinformation. Cela donnait à réfléchir.

Autant Modrow, qui offrit alors à la « Table ronde » de prendre part aux responsabilités gouvernementales, avait, de son point de vue, « habilement » résolu l'encombrant problème de la Stasi, autant il se montra désespéré face aux énormes difficultés économiques de son pays dont la dette dépassait cinquante milliards de deutschemarks. À la séance de la Chambre du peuple du 11 janvier, il admit qu'en dehors de la recherche de la stabilité générale, la priorité essentielle devait aller à la réforme économique, à laquelle il comptait s'attaquer immédiatement. Modrow annonça par ailleurs qu'il présenterait à la fin janvier une analyse de la situation et, d'ici le début mars, un « projet de plan » pour 1990.

« Je ne doute pas que Modrow voulait faire des réformes, dit le Chancelier, qui ajoute toutefois : mais je doutais fortement que les mesures qu'il avait annoncées suffiraient. J'avais souhaité que, devant la Chambre du peuple, Modrow dise clairement ce que serait le régime économique de la RDA. Mais il était encore convaincu qu'il pourrait sauver le système avec les moyens dont il disposait : il pensait certainement non seulement aux milliards que pourrait apporter Bonn, mais aussi à un renforcement des relations économiques, peut-être également à l'ouverture de certaines entreprises de RDA aux capitaux occidentaux.

« Dans ces conditions, le gouvernement fédéral avait du mal à trouver un angle d'attaque satisfaisant pour organiser l'aide économique à la RDA. Et il fallait vite le trouver. Les gens ne resteraient chez eux que si on arrivait à les convaincre que la situation du pays s'améliorerait rapidement.» Selon Kohl, il fallait du temps, même dans le cas d'une aide économique très rapide, pour que la population de RDA en ressente les effets positifs. Il jugeait donc nécessaire de rencontrer de nouveau le Premier ministre de RDA le plus tôt possible pour discuter tout à fait concrètement des prochaines mesures de politique économique.

On envisagea de fixer cette rencontre au mois de février. Mais il se révéla rapidement que le gouvernement Modrow n'avait plus le temps de mettre en œuvre les mesures nécessaires. Le débat sur la Stasi, le retard mis à présenter un projet de loi électorale insatisfaisant, une loi-cadre sur l'économie insuffisante et surtout les révélations incessantes d'abus de pouvoir et de corruption avaient fait perdre toute confiance dans les autorités de l'État de RDA.

[...]